



13 octobre 2023, prise de parole Union Locale CGT Arles

Chers amis, chers camarades,

Nous voilà à nouveau réunis, après un premier semestre social d'une ampleur exceptionnelle, pour débiter une 2^{ème} séquence de mobilisation contre la politique anti sociale du gouvernement Macron, courroie de transmission du Capital.

Avant de développer les justes raisons de nos luttes, nous devons nous arrêter un instant sur le conflit israélo-palestinien en cours. La CGT adresse tout son soutien aux victimes civiles de ce conflit, condamne toutes les agressions contre les populations civiles, quelles que soient leurs nationalités et leurs religions, et rappelle que les travailleuses et les travailleurs sont toujours les premiers touchés. Elle demande l'arrêt immédiat de toutes les hostilités et de l'effusion de sang, la possibilité pour les organisations humanitaires d'intervenir sans délai, et la recherche d'une solution diplomatique, seule à même de mettre fin à la terreur et à la guerre qui meurtrit cette région du monde depuis 1948. L'ouverture d'un processus de paix doit reposer sur le respect du droit international et des résolutions de l'ONU, sur la base des deux états, avec un état Palestinien autonome et souverain. Si le Hamas doit être condamné pour son agression contre des civils, il faut également condamner la violence et l'impasse de la politique du gouvernement d'extrême-droite israélien, qui mène ouvertement une politique d'apartheid et poursuit inexorablement la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, au mépris de toutes les décisions internationales. La CGT rappelle que le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dans un rapport publié le 7 juin dernier, condamne clairement la politique d'Israël sur la situation. Il n'y aura pas de paix durable sans justice politique pour la Palestine.

En France, la justice sociale est attaquée sans relâche par un gouvernement aux ordres du patronat. C'est cette guerre sociale menée contre les travailleuses et les travailleurs, les privés d'emploi, les retraités, les étudiants, qui nous rassemble aujourd'hui, journée européenne de mobilisation, dans un cadre syndical toujours unitaire.

Notre immense mobilisation du début d'année a obligé un gouvernement aux abois à passer en force sa contre-réforme des retraites, en procédant à des réquisitions de salariés grévistes, en utilisant le 49-3, en publiant à la hâte les décrets d'application, et en faisant preuve d'une répression féroce du mouvement syndical. Outre les arrestations par centaines de dirigeants syndicaux, les convocations à la gendarmerie, au commissariat ou au tribunal, les gardes à vue, les condamnations, un mouvement d'attaque contre les locaux syndicaux se fait jour partout en France. Et à Arles aussi.

C'est dans ce contexte que nous devons aujourd'hui vous informer de la volonté de la municipalité De Carolis, de ne pas renouveler la convention d'occupation entre l'Union Locale CGT d'Arles et le bâtiment de la Bourse du Travail, et, à la place, d'y installer l'Office du Tourisme. Présente dans ces murs depuis 1900, soit depuis 124 ans, la CGT arlésienne a dû, à de nombreuses reprises, résister aux organisations et municipalités réactionnaires, avec un patronat arlésien jamais en reste pour affaiblir la CGT, son adversaire de classe. Ainsi durant l'occupation, où la municipalité pétainiste a expulsé une CGT rentrée en résistance, et qui est revenue à la Libération. Ainsi durant la guerre en Algérie, où l'OAS a fait exploser une bombe à l'entrée de la Bourse du Travail. Ainsi de la municipalité Camoin, qui a pris prétexte de la construction d'une gendarmerie pour tenter d'expulser la CGT, sans succès après plusieurs années de lutte. Et ainsi de la municipalité actuelle, qui, après avoir supprimé notre subvention, prend prétexte cette fois-ci de l'office du tourisme pour tenter de nous déloger. Il est inutile de préciser que l'Union Locale CGT ne se laissera pas déposséder de son outil de lutte que sont ses locaux de la Bourse du Travail, qu'elle a toujours mis à disposition des luttes sociales sur la localité, mais aussi du monde de la culture. Elle luttera, et elle ne le fera pas seule : au-delà de nos forces syndicales, qu'elles soient locales, départementales, régionales ou nationales, nous appelons toutes les forces progressistes à nous rejoindre dans ce combat contre la municipalité de droite et ses extrêmes.

Cette attaque des forces réactionnaires ne nous empêchera pas de continuer à mener les luttes sur la localité, et la période est demandeuse d'une résistance du monde du travail, qui soit à la hauteur de l'offensive que lui mène le Capital. 142 milliards ? Ce sont les bénéfices historiques enregistrés par les entreprises du CAC 40 en 2022. 15% ? C'est la hausse des profits des entreprises du CAC 40 en 6 mois ! 25 000 ? C'est le nombre de millionnaires supplémentaires entre 2021 et 2022, en France ! Et pour les travailleuses et les travailleurs, c'est l'austérité : avec une inflation record, tout augmente sauf les salaires, les

pensions, et les minimas sociaux. En revanche le nombre de pauvres explose : plus de 5 millions de personnes gagnent moins de 940 euros par mois. Le CDI et les emplois sous statuts sont remplacés par des emplois de plus en plus précaires, fragilisant les travailleurs, au bénéfice des patrons. Ce qui permet maintenant au gouvernement de s'attaquer aux plus précaires, notamment en voulant faire travailler 15h00 par mois tous les inscrits à Pôle Emploi : c'est un séisme, c'est un scandale !

La casse concerne aussi les services publics : éducation, santé, services de proximité, le manque de moyens tend à rendre inefficace et inopérant un grand nombre d'outils qui servent l'intérêt général. Les inégalités salariales toujours persistantes entre les hommes et les femmes (qui gagnent 27% de moins que les hommes lorsqu'elles sont en activité, et 40% de moins lorsqu'elles sont à la retraite) se rajoutent aux 75 milliards d'exonération de cotisations sociales patronales, pour un effet dévastateur sur les comptes de notre sécurité sociale, et nous sommes de plus en plus nombreux à renoncer aux soins.

Face à ces attaques du Capital, face au passage en force, face au vol des richesses que nous créons par notre travail, face à la casse des services publics, et pour vivre, travailler et vieillir dignement, la CGT revendique notamment :

- D'augmenter tous les salaires et les prestations sociales, en indexant les salaires sur les prix
- D'augmenter le SMIC à 2000 euros bruts par mois pour 32h00 hebdomadaires
- D'augmenter immédiatement les pensions de 10%
- Une sécurité sociale solidaire garantissant à tous les citoyens une protection tout au long de la vie contre l'ensemble des risques sociaux, et basée sur les cotisations sociales.

Et au-delà, la CGT rappelle son objectif de participer à la transformation de la société, libérée de l'exploitation capitaliste.

Unis et déterminés, nous ferons reculer ce gouvernement !

Unis et déterminés, nous gagnerons le progrès social !